

*Les stratégies de reproduction sociale
dans deux zones semi-rurales:
Kayes et Sikasso au Mali*

Ibrahima SONGORE
Institut des Sciences Humaines
Bamako, Mali

1. INTRODUCTION

La crise alimentaire qui sévit au Mali depuis 1970 s'est doublée à partir de 1973 d'une crise économique qui a affaibli les possibilités financières de l'Etat. Cela s'est traduit par l'abaissement du pouvoir d'achat des masses et des fonctionnaires qui, depuis 1980, perçoivent, de façon très irrégulière, leurs salaires. Les populations urbaines se trouvent confrontées au problème d'approvisionnement en denrées alimentaires dans une conjoncture de crise. Ainsi, on assiste à une intensification des rapports entre ces populations urbaines et celles des campagnes.

L'analyse des politiques agricoles et de leur impact sur les campagnes a fait l'objet de beaucoup de recherches et de publications. Par contre, l'analyse des nouvelles conditions et stratégies de reproduction sociale dans les villes n'a pas été faite de façon systématique. Tout au plus, trouve-t-on quelques idées avancées ne constituant dans le meilleur cas que des hypothèses de travail. Ce qui est frappant, c'est un redéploiement des catégories citadines vers les activités agricoles : apparition de parcelles cultivées en pleine ville, "retour à la terre" de certains fonctionnaires et intensification des échanges entre personnes installées dans les villes et familles étant restées au village.

Le but de notre étude est d'analyser ce phénomène surtout celui du retour à la terre des personnes originaires de la campagne. Il s'agira de faire une étude sur des stratégies de reproduction familiale dans deux espaces semi-ruraux de Kayes et de Sikasso qui, de par leur localisation géographique, sont des espaces où se développent différentes stratégies. On fera une analyse des habitudes de consommation.

1.1. Les principales hypothèses

Pour atteindre nos objectifs, nous avons formulé des hypothèses dont les principales sont :

1. Dans les régions où le système de production est parvenu à un équilibre entre les cultures vivrières et les cultures commerciales, on peut noter le maintien, dans les

habitudes alimentaires, des produits locaux traditionnels : céréales traditionnelles: mil, sorgho, maïs.

1.1. L'accès aux céréales se fait en partie par production directe sur un lopin de terre familial, en partie par achat sur le marché ou dans des villages environnants en toute période.

1.2. Les formes de consommation de ces céréales ont subi peu de changements : les techniques de préparation demeurent domestiques et du domaine exclusif des femmes. L'essentiel des changements concerne l'introduction de certains condiments de type industriel dont il faut étudier l'incidence sur le temps de préparation.

2. Dans les régions qui ne sont pas des zones de production ni des zones qui ont traditionnellement la maîtrise de la distribution ou des richesses (notamment par la circulation des marchandises), la crise économique multiplie les risques de marginalisation sociale. Ceci entraîne un bouleversement des habitudes alimentaires qui se sont plutôt tournées vers des produits non locaux et dont l'acquisition passe le plus souvent par la spéculation.

3. Les retards dans le paiement des salaires ont entraîné le développement chez les fonctionnaires, quelle que soit la région où ils travaillent, de nouvelles stratégies de reproduction sociale. Ces stratégies reposent sur la recherche d'une diversification des sources de revenus.

3.1. Dans la zone de Sikasso, les fonctionnaires combinent à leur activité professionnelle l'agriculture et l'élevage. Une partie importante des salaires est destinée à la location de matériels agricoles, à l'achat d'intrants et de bétail.

3.2. A Kayes, beaucoup de fonctionnaires se sont lancés dans la spéculation sur les produits de conserves alimentaires et d'autres biens utiles. Le salaire sert la plupart du temps à des fonds de commerce.

1.1.1. La méthodologie

Certains travaux ont servi de base à cette étude. Du 19 juin au 8 août 1989, nous avons suivi des cours théoriques et méthodologiques en Equateur sur les systèmes alimentaires. Ces cours nous ont permis d'améliorer les projets de base.

A partir de novembre 1989, nous avons mené une pré-enquête à Sikasso et à Kayes afin de prendre contact avec des fonctionnaires. Notre but était de nous renseigner sur le degré d'engagement des fonctionnaires dans l'agriculture. Cette première étape nous a permis de comprendre quelques aspects grâce aux entretiens avec des personnes et l'observation directe au niveau du marché. A partir de ces premiers résultats nous avons déterminé les directions futures de recherche. En somme, les techniques d'investigation ont revêtu plusieurs formes notamment par les prises de contact, les visites et observations directes, les enquêtes, les entrevues. Nous avons consulté des personnes compétentes notamment de vieux maraîchers urbains, des fonctionnaires retraités qui sont des témoins de l'évolution de l'activité agricole intra et périurbaine. Nous nous sommes intéressés au système d'achat et de vente et au mécanisme des prix.

1.1.2. L'organisation de l'enquête

L'insuffisance des données sur les conditions de survie des fonctionnaires dans une situation de crise permanente et le manque de données sur les habitudes alimentaires et leur évolution font que l'étude commence par une série d'enquêtes.

- Une enquête activité comprenant l'enregistrement sur une fiche des différentes activités des fonctionnaires retenus et d'autres membres de la famille exerçant d'autres activités. La fiche dite des activités nous permet d'avoir l'effectif de la famille et les activités menées par chaque membre et les revenus.

- Une enquête consommation alimentaire comprenant une enquête sur les habitudes alimentaires, les produits consommés et leur mode de consommation. Les femmes ont été interrogées sur la cuisson des mets. Il y a eu une enquête sur le marché. Cette enquête a eu pour but d'une part l'identification de divers produits proposés aux ménagères et d'autre part la variation des prix selon les saisons.

1.1.3. Analyse du contexte national du travail

La conjoncture politique n'était pas favorable pour une investigation sur la spéculation des fonctionnaires. En effet, depuis 1989, les autorités politiques avaient lancé une vaste campagne de lutte contre le trafic et les différentes formes de spéculation à travers le pays. Ainsi, des émissaires du gouvernement ont sillonné tout le pays pour sensibiliser les populations et inviter les services des douanes, de la police et de la gendarmerie à plus de vigilance afin de mettre fin au trafic.

En 1988, il a été créé une association pour la défense des produits maliens avec un slogan : "consommer malien". Cette association regroupait les industriels privés maliens et les responsables des sociétés d'Etat à caractère industriel et commercial (société nationale des tabacs et allumettes et la compagnie malienne des textiles entre autres). Sous le prétexte de valoriser les produits maliens, les autorités maliennes ont décidé de lancer une vaste campagne de lutte contre la fraude à travers tout le pays. Au niveau de la fonction publique malienne, il y a eu un vaste programme de départ volontaire à la retraite afin de diminuer le nombre des fonctionnaires. Ce programme est initié par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale.

Au cours de nos enquêtes à Kayes et à Sikasso, nous nous sommes heurtés à la méfiance de certains fonctionnaires qui ne comprenaient pas les raisons d'une enquête sur l'exercice de la pluri-activité, les revenus tirés de ces activités et la consommation alimentaire. Certains ont pensé que les résultats de ces enquêtes vont permettre au gouvernement de dégager de la fonction publique ceux qui parviennent à tenir presque sans leur salaire, d'où leur méfiance de beaucoup.

1.1.4. Le concept de stratégie alimentaire et l'analyse bibliographique

L'expression stratégie alimentaire a émergé dans les années 1970 avec la crise alimentaire. Ce terme a été élaboré par le Conseil Mondial de l'Alimentation tenue à Ottawa en 1979. La notion de stratégie s'applique à toutes les formes de pouvoir qui peuvent s'exercer dans un but déterminé. Toute organisation peut développer des

stratégies en vue d'atteindre des objectifs. La stratégie est l'optimisation des moyens dont dispose un pouvoir pour atteindre ses objectifs. Tous les agents opérant sur la scène alimentaire ont leurs propres stratégies qui ne s'intègrent pas nécessairement dans le cadre des stratégies du pouvoir.

Les stratégies alimentaires officielles selon Malassis, comme toute stratégie politique, apparaissent donc comme le produit d'arbitrage entre groupes sociaux organisés ou non. L'opposition entre l'Etat et les paysans peut prendre plusieurs formes. Si les stratégies officielles en viennent à décourager les agriculteurs, il n'y a aucune chance dans ces conditions d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Selon J. Chonchol, l'organisation des acteurs principaux des stratégies alimentaires (les paysans) est à la fois une condition nécessaire pour leur participation à l'élaboration des stratégies officielles et pour la réussite de celles-ci.

I.1.5. Revue de la bibliographie

La revue de la littérature constitue le premier élément des travaux de recherche dans le milieu semi-rural de Sikasso et Kayes dans le cadre de l'analyse de la stratégie de reproduction sociale. Il s'agit là d'un élément du discours permettant de faire l'état de la question avant le début des recherches.

Ndiaye Keita-Rokiatou: Kayes et le haut Sénégal. Kayes et sa région. t III EDIM - Bamako 1972

Ce livre commence par une définition et un commentaire sur un concept important, la notion de région. Une distinction est faite dès le départ entre la région géographique et la région administrative et selon E. Juillard, la région est un "ensemble territorial dont le centre possède la gamme complète des services d'ordre supérieur et qui jouit de ce fait d'une relative autonomie". Le troisième tome situe la ville de Kayes dans son ordre régional et détermine son rôle polarisateur dans le haut Sénégal. Pour mener à bien l'analyse, l'auteur a fait une étude de la structure administrative.

- le volume démographique, sa répartition, sa mobilité

- les ressources et leur utilisation : dans cette partie, l'auteur fait le bilan de la production agricole et une description des circuits d'échanges concernant les céréales. L'auteur distingue aussi les quantités de céréales qui sont traditionnellement acheminées vers la Mauritanie.

L'auteur aborde également le processus de redistribution des produits manufacturés importés.

Ces produits sont surtout alimentaires farines, lait concentré, poissons, etc. Il décrit, de façon précise, les trafics des produits des zones de ravitaillement au fin fond de la région de Kayes.

Doumbia Soumana : l'espace péri-urbain en jeu l'extension des cultures maraîchères et fruitières à Bamako au Mali EHESS - Paris 1982.

Ce travail insiste sur l'essor urbain avec la croissance rapide des masses humaines considérables, aux besoins multiples, sur des espaces réduits, cela en rapport avec les diverses fonctions de la cité. De là découlent entre autres les problèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires qui se posent avec acuité et ceux de

l'emploi dans une conjoncture de crise des secteurs économiques posant ainsi les problèmes d'occupation pour les différentes catégories sociales. L'une des solutions immédiates pour les populations de l'agglomération bamakoise réside dans l'intensification des rapports de toute nature avec des populations voisines des villages. Ce travail est d'autant plus intéressant qu'il illustre les relations constantes et quotidiennes existant entre les villages suburbains et la ville pour son approvisionnement. Sur le plan économique, l'auteur fait une étude des investissements et revenus selon les catégories de production, une analyse du système de commercialisation avec des circuits complexes et du rôle primordial des femmes. Le document est aussi important sur le plan méthodologique avec les techniques d'investigation, le traitement des données et les problèmes rencontrés et leur solution.

**Traore Mamadou : La région de Sikasso, (République du Mali)
Etude géographique thème de doctorat IIIe cycle - Dakar 1974.**

Cette thèse sur la région de Sikasso est intéressante au point de vue géographique, démographique et socio-économique. La première partie insiste sur l'originalité pluviométrique de la région avec une analyse des conditions saisonnières et sur la vocation agricole de la région. La deuxième partie aborde l'histoire du peuplement et les problèmes démographiques. La troisième partie consacrée à Sikasso et à l'étude de son aire d'influence montre l'importance des échanges commerciaux entre Sikasso et les villes importantes comme Bobo-Dioulasso au Burkina Faso et Abidjan en Côte d'Ivoire d'une part, et certaines villes du Mali comme Ségou, Mopti, Bamako, San d'autre part. Cette partie est d'autant plus importante qu'elle montre l'influence de ces échanges sur le marché de Sikasso, un marché important par le volume des produits échangés.

La quatrième partie aborde des thèmes aussi intéressants comme le système de production en insistant sur la relation entre agriculture de subsistance et agriculture commerciale (culture attelée, association étroite de l'agriculture et de l'élevage, emploi de l'engrais). La dernière partie aborde l'organisation des paysages agraires avec une typologie des paysages spécialisés en riz et igname, mil et arboriculture fruitière.

Hervé Derrieunic : Famine et domination en Afrique Noire ; paysans et élément du Sahel sous le joug. Ed. Harmattan, 1977.

L'auteur essaie d'analyser les rapports entre la sécheresse et la famine. Il soutient l'idée que les facteurs climatiques ne suffisent pas à expliquer le déficit vivrier auquel le Sahel a dû faire face en 1972-1973. Pour lui, les populations du Sahel sont vulnérables parce qu'elles ont été soumises depuis de longues années à toute une série de dominations, cause essentielle de leur paupérisation.

Michel Labonne : Evolution des consommations alimentaires en Afrique au Sud du Sahara. INSAH, Montpellier 1984

Augmentation de la population 2,6 P 100/an entre 1961 et 1976. Quant à la production vivrière, elle a passé de 2,7 P 100/an de 1961 à 1970 et 1,2 P 100/an de 1970 à 1976. Cette situation entraîne des perturbations au niveau des habitudes alimentaires et de la consommation ; elles diminuent les capacités de travail des groupes sociaux.

Pierre Jacquemot : Le Mali : le paysan et l'Etat, El Kharthal 1981.

Cet ouvrage contient des extraits de thèses consacrées aux deux grands secteurs de l'économie en République du Mali, l'agriculture et l'industrie, auxquelles s'ajoute la santé. Le premier volet du document s'intéresse à l'histoire économique du secteur primaire à travers les différentes politiques de développement, depuis la colonisation jusqu'aux années 1984. Le deuxième volet aborde la dimension politique du développement rural à travers une analyse marxiste.

II. LA PROMEMATIQUE DE LA RECHERCHE D'UNE DIVERSIFICATION DES SOMMES DE REVENUS ET D'APPROVISIONNEMENT POUR LES FONCTIONNAIRES DE KAYES ET DE SIKASSO

Sur le plan salarial, le nouvel Etat du Mali a hérité en 1960 d'une situation défavorable. Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui était déjà faible a pu évoluer entre 1953 et 1959 du simple au double et il reste bloqué depuis avec les charges consécutives à l'indépendance. En 1967, le salaire a baissé de 19 % dans le secteur public. A cette époque, 86 % des salariés gagnaient moins de 30 000 F CFA. Au Mali, les salaires n'ont aucun rapport avec le coût de la vie.¹ Les salaires du secteur public n'évoluent même avec l'inflation (7 %). En mars 1985, il y a eu une légère augmentation de 10 %. En 1986, l'Etat malien a bloqué tous les salaires en raison de l'ajustement structurel.

A partir de 1979, la dégradation de l'environnement international a déclenché une crise qui s'est traduite par une augmentation des prix du pétrole et des importations accompagnées d'une chute des prix des matières premières et d'une hausse spectaculaire des taux d'intérêt. Dans ces conditions depuis 1981, l'Etat malien a été incapable de faire face à certaines de ces obligations dont le paiement régulier du salaire de ces fonctionnaires. En effet, depuis 1981, les salaires sont payés de façon très irrégulière et ils ont accusé entre 1985 et 1989, un retard quasi permanent de trois mois (3). En 1990, la situation salariale s'est sensiblement améliorée.

L'insuffisance et l'inégalité des salaires ont favorisé l'exercice de la pluri-activité qui est considérée comme une diversification de la base de l'existence. La diversification constitue une réaction logique à une détérioration des conditions de vie, une stratégie préventive. La diversification est une adaptation à une situation spécifique ; elle est aussi une réaction aux conditions précaires. Cette réaction vise à améliorer et à maintenir le niveau de vie des ménages et des familles.

II. 1. La politique de retour à la terre

L'engouement des catégories sociales autres que les paysans (fonctionnaires, commerçants) à l'agriculture est un phénomène qui a commencé sous le régime socialiste de Modibo Keita en 1962. En effet, la période de 1960-1968 est caractérisée par la réorganisation du monde rural. Le régime socialiste de Modibo a concentré ses efforts sur le retour à la terre notamment par la mise en place de champs collectifs, l'attribution de parcelles de 2 à 10 ha des citoyens, fonctionnaires de l'Etat, commerçants militaires, notables. Les parcelles de 2 à 10 ha appelées concessions rurales visaient à développer principalement par les bénéficiaires les cultures céréalières

et arboricoles et le petit élevage. Le gouvernement créa 4 villages de colonisation agricole : Ouezzimbugu, Konatêla, Kassedugu, Fia près de Bamako. Par cette politique, de nombreux hauts fonctionnaires, des employés, des retraités, des ouvriers, des artisans, des commerçants, des notables créèrent des exploitations agricoles autour de la ville.

Quelques chômeurs, d'anciens élèves ont bénéficié d'une formation technique et de stages ruraux. Ils furent placés dans les zones où ils ont créé des villages coopératifs. Ils ont bénéficié de toute l'aide nécessaire : terrain de culture, matériel agricole, bœuf de labour et encadrement technique. Ces villages étaient des centres de modernisation agricoles pour l'expérience et la vulgarisation de nouvelles techniques.

Les dirigeants de l'Union Soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (US RDA) en vue de la réorganisation du monde rural et pour résoudre les problèmes économiques notamment le développement de l'agriculture et le freinage de l'exode rural et du chômage, le contrôle de la croissance urbaine, ont concentré leurs efforts sur le retour à la terre.

“Le retour à la terre” s'est traduit par le développement d'une agriculture citadine. Le programme “retour à la terre” s'est traduit concrètement par l'incitation des jeunes diplômés à un retour à l'agriculture avec la création de champs collectifs dans les villages. Les autorités ont accordé des facilités aux citadins pour l'acquisition de terrain de culture. Le mouvement prit une certaine ampleur et des jeunes dénoncent l'incompatibilité d'être à la fois responsable de l'US RDA et un propriétaire privé. On constate un mouvement de plus en plus important des citadins vers les terres de cultures vivrières. La prédilection pour les terres irriguées devient forte. A Sélingué par exemple, les populations paysannes déplacées pour la construction du barrage n'ont pas pu avoir accès aux parcelles alors que leurs terres ont été inondées. Elles ont dû se résoudre à servir de main-d'œuvre salariée pour les travaux d'irrigation et la culture des parcelles des citadins. Actuellement, le retour à la terre des fonctionnaires n'a pas le même sens que celui préconisé par le régime socialiste des années 1960. Le retour à la terre est plus une stratégie de survie qu'une véritable politique dirigée par l'Etat. La faiblesse des salaires oblige les fonctionnaires à chercher d'autres sources de revenus.

II. 2. Les stratégies de survie des fonctionnaires de Kayes

II. 2. 1. La population urbaine

Kayes est né sous l'influence de la conquête et de l'administration coloniale. Le nom de Kayes est intimement lié au Khasso. En effet, l'histoire du Khasso commence avec la naissance du royaume Khasso. Ces Khassonkés deviennent un élément moteur de l'évolution du haut Sénégal, région privilégiée par les voies naturelles de communication qui établit une tradition de commerce et d'échanges. Le Khasso devient un nouveau pôle économique d'où convergent les caravanes venant du Kaarta et des pays nigériens. Le pays s'enrichit de cette manière par les taxes qu'il prélève sur les caravanes, il contrôlait les voies de passage et par le produit de vente de leur butin et surtout de leurs nombreux captifs de guerre. En 1894, le gouvernement général de l'Afrique Occidentale française est créé et un lieutenant gouverneur est prévu à Kayes, capitale du Soudan français. Le site de Kayes devait servir de tête de pont à la voie ferrée reliant le Sénégal au Niger.

Avec l'accroissement de la population, l'espace urbain s'organise, diverses fonctions apparaissent et qui ont fait de Kayes une agglomération urbaine.

De 1946 à 1960, la ville connaît un essor économique en liaison avec le développement de la culture de l'arachide au Sénégal. A partir de 1960, la ville connaît une nouvelle orientation en fonction des exigences de l'indépendance. La présence dans la ville des militaires, d'administrateurs, de commerçants, vont créer des besoins nouveaux sur le plan de la ration alimentaire. Sur le plan démographique, le service de la statistique a fait une étude qui a estimé la population de la ville à 31 760 habitants en 1961. Selon les recensements de 1976 et de 1987, la population de la commune est respectivement de 48 000 et 50 000 personnes. Les Khanssonkés, les Bambara, les Malinké et les Sarakollé constituent le fond du peuplement de la ville de Kayes. Les Khanssonkés sont les plus anciens mais ils perdent aujourd'hui du terrain au profit des Peulh et des Bambara. Cela s'explique par l'émigration massive des Khanssonkés et des Malinkés vers la France.

II. 2. 2. L'enclave urbaine de Kayes et la problématique de l'approvisionnement de la ville en produits de base

Au Mali, il y a très peu d'écrits sur le ravitaillement des villes en denrées de première nécessité (céréales, viande, lait, légumes, fruits). Depuis 1980, des géographes hollandais de l'Université d'Utrecht aux Pays-Bas ont mené des études socio-économiques sur quelques villes moyennes comme Djenné, San, Sévaré et deux capitales régionales Kayes et Mopti. Ces études, sans aborder de façon systématique les problèmes de ravitaillement, s'intéressent aux aspects démographiques, aux activités des hommes et les relations que ces villes ont avec leur campagne environnante.

En abordant les problèmes de ravitaillement d'une ville comme Kayes, nous essayons de vérifier notre hypothèse 2 à savoir comment une ville comme Kayes qui n'est pas dans une zone de production ni de distribution de richesses assure son approvisionnement.

II. 2. 3. Les périmètres irrigués

Il y a une forte concentration de hameaux et de périmètres irrigués autour de Kayes. Le développement que les périmètres irrigués ont connu dans la région de Kayes est dû sur l'initiative du gouvernement dans les années 1970. A cette époque, les maraîchers ne sont pas parvenus à satisfaire les besoins de la ville de Kayes qui connaissait une pénurie permanente. Entre 1970 et 1972, les recherches ont abouti à la mise au point du concept de périmètre irrigué villageois au niveau d'une unité de 40 hectares avec un groupement autonome de paysans à Kamankollé.

Les périmètres irrigués ont été au départ conçus dans le but de faciliter la réinsertion des immigrés maliens de France qui y sont allés pour améliorer leur niveau de vie.

Situation des périmètres en 1975

En aval de Kayes rive gauche : 29, 5 ha

Kamankollé (1971) = 10 ha

Danfagabougou (1971) = 10 ha

Dialla (1971) = 12 ha

Rizièrè Kamankollé = 7,5 ha

En amont de Kayes rive gauche : 68 ha

Sapou = 15 ha

Maloum = 26 ha

Fanguiné =15 ha

Rive droite, Djimekou= 12 ha

Les périmètres produisent des céréales en culture extensive : le maïs, le sorgho, le riz et les cultures dites de contre saison : les aubergines, les piments, les choux, les tomates et les concombres. La production répond aux besoins de l'autoconsommation et de la commercialisation. La production dépasse largement les besoins de l'autoconsommation et les producteurs se préoccupent du transport de leurs produits en direction du marché de Kayes où des hangars sont construits pour vendre les produits.

Tableau N 3. Périmètre irrigué de Sobougou 1984-1985 source. Etudes maliennes no 38, 1988.

Dans ce tableau, on constate que les céréales sont largement auto-consommées tandis que les légumes et fruits sont vendus à Kayes et dans d'autres villages qui sont des lieux de consommation.

II. 2. 4. L'agriculture céréalière et le maraîchage en milieu urbain et dans les terroirs péri-urbains de Kayes

Il existe à Kayes une véritable "vie rurale" en milieu urbain. A Kayes et dans les campagnes, plus de 80 % de la population pratiquent l'agriculture, les céréales constituent l'essentiel des productions. Dans la ville, les espaces cultivés sont situés derrière le chemin de fer au Sud. Dans le quartier de Kayes NDi au Nord sur la rive droite, beaucoup d'espaces sont cultivés et portent le maïs, le mil ; les terrains cultivés s'étendent jusqu'à Diakalel à 1 km à l'ouest sur la même rive et à Soutoucoulé à 1 km à l'est de Kayes N'Di. Les cultures sont associées : maïs-niébé, maïs-arachide, sorgho-arachide, arachide-maïs, etc. ...

Le long de la berge du fleuve Sénégal, on cultive des légumes servant de condiments : gombo, piment, tomate, aubergine locale et feuilles diverses appréciées dans la sauce de couscous. Cette culture de légumineuses est surtout un fait de femmes, les produits sont destinés à l'autoconsommation familiale. Dans les espaces intra-urbains et péri-urbains, l'agriculture porte sur la production de céréales et des produits commerciaux comme l'arachide et les légumes : salades, choux, carottes, etc. Les céréales produites par les populations ne couvrent qu'une petite partie des besoins alimentaires de la ville. La plus grande partie des céréales consommées à Kayes proviennent de Kita, Bafoulabé et de l'OPAM (Office des Produits Agricoles du Mali). Une partie du riz provient du Sénégal par trafic. La pomme de terre, les ignames, les fruits et légumes proviennent de Sikasso en plus des périmètres irrigués.

Les fonctionnaires dans l'agriculture à Kayes

A Kayes, sur 89 personnes interrogées dans le cadre de notre enquête, 31 personnes qui font de l'agriculture sont des fonctionnaires dont 6 en catégorie A, 14 en B et 11 en C. Le reste 51 n'en fait pas du tout et achète ses produits de consommation (céréales, huile, etc.) sur le marché. Dans la catégorie A, 16 chefs de ménage se ravitaillent sur le marché. En catégorie B, 16 personnes également n'ont pas de lopin de terre et achètent les céréales : 19 personnes en catégorie C, soit au total 51 personnes, un peu plus de la moitié des personnes interrogées.

Selon notre hypothèse 3, le retard dans le paiement des salaires a entraîné le développement par les fonctionnaires de nouvelles stratégies de reproduction sociale. En effet, les conditions de vie difficiles ont obligé les fonctionnaires à développer diverses formes de solidarité familiale à travers l'agriculture, le commerce, etc. Ici, nous

fondons une analyse sur quelques études de cas pour éclairer la diversité des stratégies afin de mettre en lumière les solidarités familiales.

La plupart des fonctionnaires interrogés cultivent surtout les céréales traditionnelles : les mil, sorgho, le maïs, l'arachide. On retrouve dans beaucoup de cas, le petit mil qui résiste mieux aux conditions climatiques de Kayes (climat sahélien dont le nombre de mois pluvieux ne dépasse pas trois, la saison sèche est particulièrement longue). Cependant, le gros mil est apprécié au moment de la cuisson, il se multiplie plus que le petit mil. Une autre caractéristique de cette agriculture est que tous les membres jeunes participent à l'exploitation du lopin familial qui s'organise autour d'un système de production simple.

Etude de cas

M. B. agent de coopération à Kayes, est un homme de 40 ans marié à 2 épouses avec 5 enfants plus sa mère et une cousine. Ils sont au total 9. Il a 47 333 F CFA de salaire mensuel. Il a huit hectares de terre réparties entre les céréales et les légumes. En 1989, il a récolté 500 kg de mil. Il a fait 7 planches de salade, 4 planches d'aubergine, 7 planches de piment et 4 planches de tomate.

Tableau no 4 - Vente de légumes

Source : enquête menée auprès de MB.

La vente des légumes a apporté à MB 57 000 F CFA en plus de son salaire mensuel ; ce qu'il faut aussi noter c'est que les deux épouses font aussi du jardinage. Sa première femme a cultivé des oignons, du gombo et des haricots. La deuxième fait de l'arachide et du maïs pour la consommation de la famille. Sa cousine a cultivé de l'arachide et du gombo qu'elle a vendus afin de subvenir à ses propres besoins.

La répartition des tâches est faite de la manière que tout le monde dans la famille participe à la sécurité alimentaire. Les femmes font très peu de commerce. Les 500 kg de mil récoltés ont été entièrement consommés pendant 6 mois par la famille.

2e cas : MS

Il est agent des travaux publics. Il a 50 ans et a une famille de 15 personnes. Il a une charrue et 2 ânes. Il a 4 hectares de terre dont 1,5 ha cultivés en arachide et maïs et le reste soit 2,5 ha en mil. Pendant la campagne agricole 1989-1990, il a obtenu 700 kg de mil, 200 kg de maïs et 1500 kg d'arachide. Ses enfants LS 15 ans, SS 13 ans, YS 10 ans s'occupent de l'exploitation des champs. Deux filles MS 11 ans et KS 9 ans apportent la nourriture à leurs frères.

Dans ces deux cas de fonctionnaires engagés dans l'agriculture, la stratégie consiste à produire sur des lopins de terre, les céréales nécessaires à la consommation familiale. Tous les membres jeunes et adultes de la famille participent à la mise en valeur des champs ; dans ces cas, les coûts de production sont minimisés par l'utilisation d'une main-d'œuvre familiale et par le non-paiement des semences. C'est une agriculture fondée sur l'autoconsommation, les ventes étant très limitées.

II. 2.5. L'importance du petit commerce

Ici, on ne peut pas parler d'un véritable commerce. Dans la plupart des cas, ce sont les femmes des fonctionnaires qui font le commerce de tissus, de chaussures, de vêtements, de produits de beauté (pommade, parfums, etc.).

WB est infirmier vétérinaire. Il vit avec sa femme et son fils avec un salaire mensuel de 28 785 P CFA. Sa femme MS fait le commerce des pagnes, de couvertures, de boucles d'oreilles, de parfum, de chaussures. Ce fond de commerce, au départ, lui a été donné par son mari (30 000 F CFA). Elle donne une avance aux commerçants de la place et prend les produits. Elle les revend dans le quartier et dans les services administratifs, récupère l'argent et verse aux commerçants la valeur des marchandises et garde le bénéfice. Elle possède une machine à coudre qu'elle a donnée en location à un tailleur qui lui paye 3 000 F CFA par mois. Ainsi MS aide son mari à prendre en charge la famille puisque celui-ci ne fait pas d'agriculture.

ON : il a un salaire mensuel de 22 565 P CFA. Il a 12 personnes à charge dont 2 épouses qui font du commerce. Il a 42 ans.

Sa première épouse HD vend des encens et des tissus pour femmes. Elle a un réfrigérateur qui lui permet de vendre de la glace en période de chaleur et de la crème glacée aux enfants. Ce qui fait un gain journalier d'environ 1 000 F CFA.

Sa deuxième femme vend des condiments et des articles ménagers.

Ce commerce leur permet de subvenir aux différents besoins de la famille : achat de condiments quand le mari n'a pas d'argent, habillement des enfants, etc.

ON, le mari, est aussi un artiste qui possède une guitare. Les après-midi et les nuits, il joue de la guitare dans les cercles familiaux, ce qui lui rapporte de l'argent. Homme de caste, il lui est arrivé d'avoir en une nuit 100 000 F CFA.

Ce qui est important ici à souligner, c'est la diversité des stratégies. Il y a ceux qui font de l'agriculture et qui engagent toute leur famille dans cette activité ; il y a aussi ceux qui ne font pas l'agriculture mais dont les femmes font le commerce et aident les maris à supporter les charges de la famille.

II. 3. Consommation et rationnement des céréales

Le champ de la consommation est une notion d'expérience quotidienne. Selon l'Encyclopedia Universalis la consommation finale représente la valeur des biens et services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains que ceux-ci soient individuels (consommation finale des ménages) ou collectifs (consommation finale des services non marchands par les administrations publiques et privées). Pour les besoins de notre étude, nous ne considérons que la consommation finale des ménages, c'est-à-dire la valeur des produits autoconsommés.

Il y a une véritable spéculation sur les produits du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) à Kayes. Au départ, ces produits étaient donnés par la FAO pour être distribués aux victimes de la sécheresse. Ces produits comprennent : du corn beef, des maquereaux en boîtes, des poulets en boîte, de la sardine norvégienne, de l'huile végétale dans des bidons de 3 litres et de la semoule. Ces produits, au début, étaient effectivement distribués aux sinistrés des 6e et 7e régions du Mali, c'est-à-dire, les populations victimes de la sécheresse. Par la suite, l'Administration a décidé que les services qui font de la recherche sur le terrain (l'Hydraulique, les Eaux et Forêts, l'Institut d'Economie Rurale entre autres, etc.) bénéficient des produits. Les produits ne sont pas gratuits : 3 litres d'huile plus 25 boîtes de sardines plus 2 sacs de semoule reviennent à 3 000 F CFA pour un agent bénéficiaire. Ces 3 000 F CFA sont payés en 3 mois soit 1 000 F par mois. Certains fonctionnaires prennent les produits dans leur service et les revendent aux étalagistes à 8 000 F CFA, ce qui fait une marge bénéficiaire de 5 000 F CFA. Actuellement, le marché de Kayes est inondé de ces produits. Avec le programme du Ministère de l'Administration Territoriale et du

Développement à la Base, les produits PAM sont envoyés dans les villages qui entreprennent une action collective de développement comme construire un pont, aménager une plaine. Pour les autres conserves comme le lait, ils sont l'objet de véritable trafic entre Kayes et le Sénégal. C'est surtout le fait des femmes qui vont se ravitailler à Kidira. Elles embarquent les cartons de lait, du savon par des wagons souvent par des camions. Mais, arrivés près de Kayes, les camions sont déchargés, les produits sont chargés sur des chevaux, des ânes et même des charrettes pour entrer à Kayes.

II. 3. 1. Les céréales constituent la base de l'alimentation

Les mil-sorgho sont la nourriture de base des populations au Mali.

Les bouillies : il y en a plusieurs sortes : bouillie de sorgho petit mil ou Moni en bambara, bouillie de riz ou Séri, bouillie de maïs ou Kaba séri et bouillie de fonio ou Fini séri. Les bouillies sont consommées comme petit déjeuner dans la plupart des familles. Les difficultés financières et la taille des familles ne permettent pas aux familles de prendre le café comme petit déjeuner.

A Kayes, nos enquêtes ont porté sur 40 familles. Par exemple, en catégorie A, sur 29 familles, 7 ont pris le café et le pain 3 jours de suite au petit déjeuner, deux familles ont pris du steak plus du café au lait et du pain une fois. Une famille a grillé à 1,1huile 4 boîtes de corn beef (le corn beef fait partie des produits PAM). Une famille a consommé des galettes au lait au petit déjeuner entre le 19 et le 25 juillet.

En demandant à LS, professeur d'enseignement secondaire au Lycée de Kayes, pourquoi il consomme le café au lait et du pain assez souvent comme petit déjeuner, il nous a répondu ceci : sur son salaire 54 000 F CFA, il a fait des calculs et qu'il a constaté que le café lui revient moins coûteux comparativement à la bouillie : une boîte de lait concentré et 1 kilogramme de sucre font environ 3 à 4 jours alors qu'il lui faut un kilogramme de sucre en poudre par jour.

Etude de cas : gestion quotidienne du prix de condiments ou "Na songoel". Nous avons suivi une ménagère pour voir comment elle gère le na songo ou le prix de condiments. Le mari de MC a 53 000 F CFA de salaire mensuel et il donne 1 000 F CFA par jour comme prix de condiment. Ce qui fait 30 000 F CFA pour un ménage de 6 personnes. Pour une sauce, elle achète 3 tranches d'aubergine à 75 F CFA, 5 tomates à 100 F, 100 F de pâte d'arachide soit 8 cuillerées à café ; 100 F CFA de feuilles de haricot, 3 cubes Maggi à 75 F CFA, 25 F de sel, 100 F CFA de bois, 20 F CFA de piment, 300 F CFA de viande soit 200 grammes, le total fait 895 F CFA.

Tous ces produits payés ne sont pas entièrement utilisés pour le repas de midi. Elle fait des économies sur certains produits comme le sel, le piment, la totalité du bois n'a pas été utilisée. La ménagère possède une vieille boîte de lait Nido dans laquelle elle garde certains condiments ; elle ajoute le reste des produits achetés. Ainsi, il lui arrive souvent de ne pas payer certains produits (sel, piment, oignon, etc.). Ainsi, elle peut économiser 100 à 150 F CFA sur les 1 000 F. Le reste de cet argent peut servir à payer le savon ou à faire face à d'autres petits besoins.

II. 3. 2. Le riz à la sauce aux oignons

Ce plat à base d'oignon est relativement cher. On peut y mettre beaucoup de légumes par jour pour 1/2 kilos de riz de bouillie. Ici, il économise en sucre. Quant à SD avec 14 personnes à charge, il affirme qu'il ne songe même pas au café comme petit déjeuner.

Sa famille consomme en moyenne 16 kilogrammes de maïs dont 3 kg pour la bouillie du matin et 13 kg pour le couscous du soir. Ici, le maïs est le plus consommé en raison de son coût relativement bas par rapport au mil. En effet, au mois de juillet, le maïs coûte 9 500 P CFA les 100 kg à Kayes, tandis que le sac de mil coûte 10 000 F CFA, le riz RM 40 à 19 000 F. Cependant, les familles préfèrent la bouillie de petit mil au reste parce que le petit mil est plus succulent mais malheureusement plus cher que le sorgho et le maïs.

II. 3. 4. Le riz à la sauce et au gras

Le riz à la sauce de pâte d'arachide. Est réservé pour le repas de midi. Les populations rurales considèrent le riz comme la nourriture des citadins.

On distingue 3 types de sauce : le Jabaji ou la sauce aux oignons, le Tiga dégé na ou la sauce de pâte d'arachide, le "Nygu na" ou la sauce aux feuilles mélangées de pâte d'arachide. C'est la sauce par excellence des Malinkés et des Khassonkés. Sur 82 personnes interrogées du 17 au 19 juillet, une seule famille a fait le tô à midi ; 52 ont fait le riz à la sauce de pâte d'arachide. La sauce de pâte d'arachide peut coûter moins chère que la sauce aux oignons. C'est une sauce qu'on fait avec de l'arachide, qu'on torréfie puis qu'on réduit en pâte. Quand cette sauce est faite avec des feuilles de haricot ou d'épinard, elle prend le nom de Tiga dégé nyuguna ; la sauce devient épaisse, elle permet de bien bourrer le ventre. Elle est considérée comme la sauce des personnes de conditions modestes. Mais, c'est une sauce qui peut être très riche.

Sur les 82 familles, 29 avaient fait le riz à la sauce aux oignons. Actuellement, la sauce aux oignons est composée d'oignon, de tomate, de choux pommé, de piment, d'aubergine violette, de courge, de cube Maggi. Avec le développement des cultures maraîchères, beaucoup de légumes entrent dans la fabrication de cette sauce. Il y a deux décennies, d'autres produits comme le Soumbala fait à partir des noix de néré et de datou étaient les condiments essentiels. Les goûts ont aussi évolué et le cube Maggi a complètement bouleversé les habitudes traditionnelles : rejet du soumbala et du datou par les jeunes femmes. Le cube Maggi connaît une percée spectaculaire dans les campagnes maliennes où les jeunes gens le paient et le mettent dans les sauces déjà prêtes.

II. 3. 5. Le riz au gras

Le riz au gras coûte cher car sa préparation demande beaucoup de légumes : choux, aubergine, pomme de terre et de l'huile. C'est le plat du dimanche pour beaucoup de fonctionnaires.

II. 3. 6. Le couscous et le tô

Le tô est rarement consommé à Kayes par contre, le couscous est le plat préféré des gens de Kayes. Il est préparé la nuit et est accompagné de lait frais.

II. 3. 7. La place du crû dans le système alimentaire

Les fruits et légumes sont, dans la plupart des cas, consommés crus. On constate une utilisation croissante des légumes dans l'alimentation. La salade est consommée dans les familles en période d'abondance, c'est-à-dire de novembre à mars. On note cette évolution des régimes avec les périmètres irrigués et 10 coopérateurs de Kayes. Cependant, la consommation est aussi fonction des revenus monétaires. La consommation n'est pas aussi régulière comme dans les pays développés. C'est seulement en période d'abondance que tout le monde en mange.

II. 3. 8. Le rationnement de la consommation familiale

Il y a un rationnement de la consommation pour les familles peu nombreuses. Dans la plupart des cas, on prépare seulement deux fois par jour : le petit déjeuner et le repas de midi. En effet, si la famille n'a pas reçu d'étrangers, on augmente la ration de midi, une partie est réservée pour la nuit.

Pour les familles nombreuses, le riz fait l'objet d'une attention particulière de la part du chef de famille. Les quantités consommées varient de 0,5 à 8 kg par jour pour le riz et de 2 à 14 kg pour le mil dans les familles visitées.

BK : il a 6 personnes à charge. Il consomme en moyenne 1, 2 kg de riz par jour, soit 1200 grammes à midi. Théoriquement, sa consommation mensuelle est 36 000 grammes soit 36 kg Ceci fait une quantité totale de 432 kg par an. Sachant que la ration alimentaire d'une personne adulte est de 220 grammes par repas, il y a un léger déficit de 20 grammes puisque la consommation journalière par individu fait 200 grammes chez Kouyaté.

La viande et le poisson sont très peu consommés en raison de la faiblesse des revenus (salaires). Le mode de consommation est encore dominé par les céréales. En effet, les céréales sont encore largement consommées avec l'introduction des produits maraîchers et des conserves.

III. LES STRATEGIES D'ACCUMULATION CHEZ LES FONCTIONNAIRES DE SIKASSO

Les origines de la ville

Les premiers habitants de Sikasso furent les Diamou-Téné, un clan Sénoufo. En effet, un chasseur du nom de Ziboua Diamouténé se serait installé près d'un marigot : le Kotoroni, un gîte giboyeux appelé par les Sénouf o Souko-kan (lieu où l'on fait la chasse aux éléphants). Selon d'autres sources, Sikasso viendrait de Souko transformé en Sika. Sika serait la propriétaire d'une gargotière où elle vendait de la bière de mil et de l'hydromel où tous les chasseurs venaient consommer de la bière ou Dolo. Ce cabaret devenu célèbre et pour s'y rendre, les habitants disaient "allons chez Sikall" et finalement le lieu prit le nom de Sikasso, ce qui veut dire littéralement l'Sika Ka SOI' ou chez Sika : ce qui donne par transcription, Sikaso ou Sikasso. Aujourd'hui, l'éléphant est l'emblème de la ville de Sikasso.

Par la suite, le lieu fut peuplé, après les Diamou Téné sont venus les Sanogo devenus plus tard le clan maraboutique, puis les Berté et ensuite les Traoré. La petite localité n'avait d'autre activité que la chasse, la cueillette et l'agriculture.

III. 1. La population

Dès la prise de Sikasso, l'ancienne capitale devient un centre administratif ayant sous son commandement 12 cantons. Sous l'administration coloniale, la ville connaît un développement rapide et devient une commune mixte en février 1954. La commune de Sikasso connaît une multitude d'ethnies dont les plus dominantes sont les Senoufo. Les Senoufo, fondateurs de la ville furent rejoints par les Minianka, les Dioula et les Bamanan.

Le dernier grand recensement d'avril 1987 donne un chiffre de 73 050 habitants répartis entre 36 925 hommes et 36 125 femmes. Le taux d'accroissement naturel est de l'ordre de 4,37 %. Cela se traduit par un fort accroissement de la population de la ville. Il faut remarquer que toutes les naissances et tous les décès ne sont pas communiqués aux autorités. La population se caractérise par un déséquilibre du sexe ratio en faveur des hommes.

III. 1. 1. La pluri-activité comme une réponse à la crise salariale

Dans ce chapitre, nous cherchons à vérifier l'hypothèse selon laquelle "les retards dans le paiement des salaires ont entraîné le développement chez les fonctionnaires, quelle que soit la région où ils travaillent, de nouvelles stratégies de reproduction sociale. Ces stratégies reposent sur la recherche d'une diversification des sources de revenus et donc visent une autonomisation vis-à-vis de l'administration de "l'Etat".

Compte tenu du retard dans le paiement des salaires, les fonctionnaires cherchent d'autres sources de revenus et du coup le phénomène de la pluri-activité prend des proportions considérables. Dans notre étude, 40 % des fonctionnaires interrogés font de l'agriculture ; 7,5 % font l'élevage, 20,2 % font d'autres activités comme la menuiserie, l'ébénisterie, l'aviculture. Cependant, 32 % des fonctionnaires interrogés à Sikasso ne mènent aucune activité supplémentaire. L'agriculture apparaît comme l'activité secondaire qui occupe le plus de personnes. Le lopin de terre apparaît aux yeux des fonctionnaires comme un élément de sécurisation contre le manque de céréales. Dans l'échantillon de Sikasso, les superficies cultivées atteignent 28 hectares.

Les fonctionnaires cultivent d'abord les céréales comme le riz dans la plaine de Kléla à 45 km au Nord de Sikasso, les mil-sorgho, le maïs et quelques tubercules comme la patate et la pomme de terre. Quelques-uns font du jardinage mais cette activité est presque le monopole de certaines familles propriétaires terriennes dans la commune de Sikasso ce sont : les Berté, les Sanogo, etc. Les fonctionnaires mènent d'autres activités pour arrondir les fins de mois. Ne bénéficiant d'aucun système de sécurité sociale auquel ils peuvent recourir, les fonctionnaires multiplient les sources de revenus. Ainsi, selon notre hypothèse 3.2., ils combinent avec leur activité professionnelle l'agriculture et l'élevage. Une partie importante des salaires est destinée à l'acquisition de matériel et d'instruments agricoles et à l'achat de bétail.

Etude de cas :

MD: il est technicien supérieur des Eaux et Forêts, il a 39 ans. Il a un salaire mensuel de 55 000 F CFA. Il a 13 personnes à sa charge. Il possède un champ de 0,75 ha et entretient à son compte une pépinière de 17 000 plants de neem et d'arbres fruitiers. En 1989, la vente de ces plants aux organisations villageoises lui a apporté 878 000 F CFA.

En outre, il fait de l'embouche paysanne qui consiste à engraisser des bœufs et à les vendre. Cette activité lui rapporte environ 70 000 P CFA de bénéfice selon les moments. Ces sommes tirées de ces différentes activités permettent à MD de couvrir largement ses dépenses et de faire de l'épargne.

MY : il est agent de coopération. Il a 40 ans. Il a 42 650 F CFA de salaire mensuel et a 8 personnes à sa charge. Son épouse est adjointe d'administration. Ils ont 4 garçons et 2 filles. MY possède 1 hectare de riz dans la plaine de Kléla. Durant la campagne agricole 1989-1990, il a récolté 36 sacs de paddy. Mais, pour la mise en valeur du champ, il a fait appel à la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) qui s'est occupé du labour et de la semence. Les travaux effectués par le CMDT sont rémunérés avec le salaire de MY.

III. 1. 2. Autres activités

Menuiserie et Ebénisterie

Certains fonctionnaires exercent souvent d'autres activités en fonction de leur qualification.

Y.D. : est un agent de l'Office National des Transports. Il a 35 ans. Il fait de l'agriculture, de l'élevage, de la volaille et aussi de la menuiserie. Il confectionne des tables-bancs pour les élèves et des meubles. Cette menuiserie lui rapporte 840 000 F CFA par an. La vente des poulets et des œufs lui permet d'assurer ses prix de condiments. Avec les revenus tirés de la menuiserie, Y.D. compte agrandir son atelier et souhaite payer une machine de soudure.

B.T. : il est spécialisé dans l'ébénisterie. C'est un enseignant de 37 ans avec (52 000 F CFA de salaire). Il fabrique des armoires, des buffets, des divans, et des baby-foot pour les enfants. Il y gagne environ 75 000 P CFA par mois, ce qui lui fait environ un revenu annuel de 900 000 F CFA. Avec cette somme BT compte payer des outils perfectionnés afin d'agrandir son atelier.

Y.D. et B.T. comptent, dans l'avenir, prendre leur retraite anticipée grâce au programme de départ volontaire à la retraite initié par le FMI et la Banque Mondiale avec des primes de départ.

Les stratégies de vie à Sikasso sont différentes de celles de Kayes. En effet, à Sikasso, les conditions économiques sont nettement plus favorables qu'à Kayes et les fonctionnaires ont plus de moyens ce qui permet à certains d'entre eux d'accumuler de l'argent et de mener d'autres activités plus lucratives.

III. 2. Modèle de consommation alimentaire

Le système de consommation et les habitudes alimentaires dépendent du pouvoir d'achat qui est déjà faible au Mali. Les salaires n'ont aucun rapport avec le coût de la vie, ainsi la vie économique des ménages est largement perturbée.

Les ménages, notamment les ménages de fonctionnaires cherchent d'autres sources de revenus. Ainsi, la première préoccupation est de chercher à produire d'abord ce que l'on mange. Ce que l'on consomme est constitué à 90 % des céréales ; ce qui confirme notre hypothèse 1: "dans les régions où le système de production est parvenu à un "équilibre" entre les cultures vivrières et les cultures commerciales, on peut noter le maintien, dans les habitudes alimentaires, des produits locaux traditionnels céréaliers : mil, sorgho, maïs".

III. 2. 1. Les recettes familiales

A Sikasso, les enquêtes ont porté sur 26 familles. Entre le 17 et le 19 mai, 19 familles ont pris la bouillie de mil comme petit déjeuner et 7 ont pris le café au lait. Le café est très peu consommé malgré la taille des familles. Nous avons en moyenne 7 personnes par famille. La bouillie est largement consommée. Sikasso est une zone de forte production de mil. Le prix relativement bas le rend plus accessible. Alors que le café au lait, le nombre de miches de pain, le lait et le sucre coûtent plus chers que le mil qui est disponible dans la plupart des familles.

Le repas de midi est varié à Sikasso : tô, couscous et riz. Dans le même intervalle de temps (du 17 au 19 mai), 17 familles ont fait le riz à la sauce d'oignon, 4 familles ont fait du tô, 2 ont fait le riz à la sauce de pâte d'arachide et 3 ont fait le couscous. Ici, la sauce de pâte d'arachide est moins consommée qu'à Kayes. Le tô est aussi consommé le jour. La consommation du tô le jour par des fonctionnaires est dû à des raisons économiques. En effet, le coût relativement élevé du riz oblige les gens à alterner le riz et le mil.

Le menu du repas du soir est divers. On a noté le tô, le couscous, le macaroni, de la bouillie, de la pomme de terre, du poisson, de la salade, du laka. La diversité du repas du soir est liée aux conditions même de Sikasso.

III. 2. 2. Influence des condiments sur les temps de cuisson

Dans cette partie, nous cherchons à savoir dans quelle mesure notre hypothèse 1.3. se justifie. "Les formes de consommation de ces céréales ont subi peu de changements : les techniques de préparation demeurent domestiques et du domaine exclusif des femmes. L'essentiel des changements concerne l'introduction de certains condiments de type industriel dont il faut étudier l'incidence sur les temps de préparation et les budgets des familles".

Nous allons prendre la méthode de préparation d'un plat fait à base de mil : le tô. Nous verrons quels sont les condiments qui entrent dans la préparation des deux types de sauce qui accompagnent le plat.

III. 2. 3. La sauce rouge

Les ingrédients : il y a la viande, la tomate fraîche, la tomate concentrée, des oignons, du sel, du cube Maggi.

On coupe la viande en morceaux puis on pose une marmite sur le feu et on met un peu d'huile. Dès que l'huile devient chaude, on ajoute la viande lavée, les oignons hachés et un peu de sel. On laisse le tout cuire un moment. On ajoute ensuite la tomate fraîche lavée et écrasée. On laisse évaporer cette eau de cuisson, on ajoute un peu de tomate concentrée. On remue bien et on laisse mijoter. On ajoute un peu d'eau et on laisse cuire pendant 1 heure 30 minutes. Pendant cette cuisson, on ajoute une cuillerée à soupe de poudre d'oignon sec et grillé mélangé au soubala. Ce qu'il y a lieu de remarquer c'est qu'il y a d'abord la tomate concentrée de fabrication industrielle, le cube Maggi qui sont des produits nouveaux qui rehaussent le goût de la sauce. Par ailleurs, l'introduction du cube Maggi a fait disparaître entièrement le soubala qui est encore utilisé dans bien

des cas. La cuisson de cette sauce ne dépasse pas 1 heure 30 minutes. En réalité, les cubes Maggi n'ont pas d'incidence sur les temps de cuisson.

III. 2. 4. : La sauce au gombo frais ou sauce noire

Ingrédients: on prend du gombo frais finement haché, un morceau de poisson sec, un morceau de poisson frais ou à défaut un morceau de viande sans os. On met un peu de soubala et un peu de potasse.

On pose sur le feu la marmite contenant de l'eau, on ajoute le poisson et un peu de sel et on laisse cuire. On enlève le poisson cuit et on ajoute le gombo et le petit morceau de potasse. On laisse bouillir. A l'aide d'une spatule en bois, on remue de temps en temps. Ensuite, on émiette le poisson cuit pour enlever les arêtes. On pite le morceau de poisson séché et on les ajoute au bouillon avec le soubala pilé. On remue de temps à autre jusqu'à la fin de la cuisson pour que les gombo ne se collent pas. Dès que les graines de gombo sont rouges, la sauce est à point.

Dans cette sauce, on ne met ni de cube Maggi, ni de tomate concentrée, on a plutôt tendance à mettre les produits traditionnels : potasse, soubala, pas de cube Maggi. La préparation des repas est entièrement réservée aux femmes. Cette situation dépend de la division sexuelle traditionnelle du travail. Cette division réserve l'essentiel des travaux domestiques aux femmes.

CONCLUSION

L'analyse des stratégies de survie alimentaire est riche d'enseignements. Au-delà des fonctionnaires, on constate que de nombreux groupes sociaux pris dans la tourmente de la crise économique et de la sécheresse développent diverses stratégies de survie du groupe familial. La stratégie se traduit d'abord par une sorte de solidarité familiale en essayant de diversifier les activités. Chaque membre s'occupe d'un secteur particulier.

Parmi les activités déployées, l'agriculture vient en tête puisqu'il s'agit pour les fonctionnaires de produire d'abord ce qu'on mange d'où l'intérêt de tous pour l'agriculture et en particulier la culture céréalière et le maraîchage. C'est ainsi que plusieurs fonctionnaires ont obtenu auprès des autochtones, des lopins de terre leur permettant de cultiver du mil et du maïs et souvent de l'arachide. Ceux qui n'ont pas encore de terre de culture prennent des contacts pour en avoir. La caractéristique de cette agriculture, c'est que c'est d'abord une agriculture péri-urbaine. Deuxième stratégie c'est l'engagement des femmes de certains fonctionnaires dans le commerce. En effet, certaines femmes de fonctionnaires font le commerce, mais ce n'est vraiment pas un commerce d'envergure puisque les fonds engagés sont faibles. C'est le commerce de condiments, de tissus, de pommade, etc. leur permettant de prendre en charge une partie des dépenses de la famille.

La différence fondamentale entre Kayes et Sikasso se situe au niveau des conditions géographiques. En effet, Sikasso, de par sa situation géographique, reçoit beaucoup plus de pluies et est propice à la production fruitière et horticole, source de revenus monétaires. De ce fait, les fonctionnaires tirent bénéfice de l'exercice des autres activités leur permettant de faire de l'épargne.

Par contre, à Kayes, l'agriculture rapporte très peu en raison de la faiblesse des pluies et de la pauvreté des sols. Les conditions de vie sont beaucoup plus précaires à Kayes qu'à Sikasso.

BIBLIOGRAPHIE

- Cissoko Sékéné Mody : Contribution à l'histoire politique du Khasso dans le haut Sénégal. Des origines à 1954. Editions l'Harmattan - 1986.
- Desjardins, R. D.: L'alimentation en Afrique. Manger ce qu'on peut produire. Karthala PUSAF - 1990.
- Durafilé : L'ajustement structurel en Afrique (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar). Editions Khartala - 1988.
- Fofana Matenin : Le mode de reconversion alimentaire des paysans du Bêlédougou en période de crise climatique. Mémoire de maîtrise ENSUP - Bamako - 1986.
- Harouna Hamidou Sidikou : La stratégie adaptative et ses limites du Zerma au Zarmaganda, République du Niger 1976.
- Harts Broekhins E. J. E. De Jong A.A.: L'environnement rural de la ville de Mopti. Système de production et réaction à la sécheresse. Marchés ruraux. Institut des Sciences Humaines.
- Institut de Géographie - Université d'Utrecht - Pays-Bas 1990.
- Jacquemot, Pierre : Le Mali : le paysan et l'Etat. Editions Karthala - 1991.
- Jusen Margreet : Kayes enclave urbaine au centre d'un développement urbain-rural intégré. Une analyse socio-géographique des relations entre ville moyenne et la campagne au Mali. Université Libre d'Amsterdam - 1985.
- Labonne, Michel: Evolution des consommations alimentaires en Afrique au Sud du Sahara. Thèse de doctorat 3e cycle - Montpellier 1984.
- N'Diaye, Keïta Rokiatou : Kayes et le Haut-Sénégal, Tomes 1, 2, 3 – Editions populaires Bamako - 1972.
- Obontimbé A.: Analyse critique des réponses paysannes et celles des techniciens et pouvoirs publics à l'action de la sécheresse dans le secteur agricole. Mémoire de maîtrise ENSUP -Bamako 1986.
- Traoré, Mamadou : La région de Sikasso (République du Mali) – Etude géographique thèse de doctorat 3e cycle - Dakar 1972.
- Sarr, Mamadou : Les Périmètres Irrigués du Gadiaga, Etudes maliennes - Revue trimestrielle ne 39 -ISH Bamako - 1988.
- Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique. Prix mois de mai 1990. Publié en juillet 1990.
- UNESCO-CODESRIA: L'analyse socio-économique du problème de la faim et de l'autosuffisance alimentaire en Afrique. Dakar 1989.
- Rapport entre ville et campagne en Afrique occidentale et le transfert de technologie. Acte du séminaire international Bamako, le 13-16 décembre 1985. Bulzoni Editore Roma 1986.
- Revue Tiers-Monde : secteur informel et petite production marchande dans les villes du Tiers-Monde. Tome XXI. N° 82. Avril-juin 1980 - PUF.

NOTE

1. Un agent de la catégorie Ai avec indice 225 correspondant au niveau maîtrise débiterait dans la fonction publique malienne avec 47 425 F CFA comme salaire net à percevoir mensuellement. A sa retraite, après 30 ans de service, il gagnerait un salaire net de 146 665 F CFA avec un indice salarial de 706. Cela correspond au salaire le plus élevé dans le grade le plus élevé dans la Fonction Publique malienne.